



Déclaration des élu.es de l'Élan Commun au CSA EA du 5 septembre 2024

Une rentrée sans document, sans gouvernement, sans argent !

Aujourd'hui se tient un CSA EA. Un seul point à l'ordre du jour certes d'importance et conforme à la période, mais aucun document préparatoire. En cette période, la DGER dispose de toute évidence de tendances notamment sur les effectifs (un dossier de presse de rentrée 2024 a d'ailleurs été publié comme il se doit). De même, le nombre de classes ouvertes, le taux d'encadrement des élèves, les filières en difficulté ou au contraire attractives auraient été des éléments de tendance propres à enrichir notre réflexion (et préparation de cette instance) et à questionner l'ensemble du système. L'Élan Commun déplore cette absence de données et d'apports de la part de notre administration. Mais le plus regrettable c'est assurément cette impression qui n'en est pas une de se répéter en un domaine qui ne devrait pourtant souffrir d'aucune controverse...

Pour revenir à la rentrée en tant que telle, le contexte politique inédit que traverse notre pays n'est assurément pas neutre... Pour résumer, cette rentrée se fait avec des ministres démissionnaires dans le champ de l'éducation après une année d'empilement de contre-réformes éducatives : "choc des savoirs " inutile mais enlisé versus "choc des moyens" nécessaires mais absents.

Cette rentrée scolaire sans gouvernement est d'autant plus incertaine pour l'Enseignement Agricole qu'elle intervient après une dissolution de l'Assemblée Nationale qui a "enterré" la loi d'avenir agricole. A partir de là, quelles directives données aux DRAAF-SRFD et aux chefs d'établissements pour tenter d'aller par exemple vers les objectifs des contrats territoriaux pour conforter les classes à faibles effectifs et en ouvrir de nouvelles pour répondre en particulier au défi du renouvellement des générations en agriculture qui lui ne peut plus attendre, mais sans pour autant créer de frustrations ? Dans un autre registre, les agent.es sur budget des CFA-CFPPA ne comprendraient pas, après de 2 années d'échanges en vue de permettre une réelle amélioration des conditions de travail et des rémunérations pour

toutes et tous, que ce chantier n'aboutisse pas.

Cette rentrée, c'est aussi des crédits remplacement déjà épuisés dans plusieurs régions (3 d'entre elles nous ont déjà formellement saisi après échange avec leurs DRAAF-SRFD respectifs : Occitanie, PDL et PACA), une DGH insuffisante pour la mise en oeuvre de dédoublements de classes dans un certain nombre de lycées (un préavis de grève vient d'être déposé à Rodez) et de trop nombreux EPL en très grandes difficultés financières... Les agent.es découvrent une triste réalité aux premiers jours de leur rentrée et comme si cela ne suffisait pas, parfois elles et ils découvrent aussi leur fiche de service erronée, composée une fois encore en dehors des consignes et des règles. Dans le même temps, l'enseignement agricole privé, à grands renforts de publicités, continue à enfreindre les règles élémentaires du code rural, parfois même avec l'assentiment de l'administration régionale : quelles mesures la DGER compte-t-elle enfin prendre contre ces contrevenants ?

Cette rentrée et plus encore la suivante se profilent également sans moyens à la hauteur des besoins de l'Éducation en générale et de l'EAP en particulier, car placée sous le signe de l'austérité budgétaire renforcée imposée dans des lettres plafond transmises par un PM démissionnaire pour le budget 2025 : comment conforter alors le service public d'éducation, comment revaloriser les salaires, comment relever les défis sociétaux et environnementaux, comment accompagner les plans de renforcement de nos EPLEFPA, assurer la présence d'un.e enseignant.e devant chaque élève dès la rentrée ? A titre d'exemple: comment accompagner les 4 écoles Vétô (rappel du plan : 75% en plus de vétôs formés d'ici à 2030) si les emplois budgétisés ne sont pas financés ou insuffisamment ? Dans un autre registre, quel bilan qualitatif du Pacte, si gourmand dans le budget de l'Etat, la DGER va-t-elle faire et quand ?

Enfin, une rentrée avec des priorités resserrées mais auxquelles on peut souscrire dont celles sur les valeurs de la République portées dans une note de service. L'Élan Commun y relève des travaux en cours ou à venir dont l'actualisation des notes de service relatives aux ALESA et à la mission d'animation des enseignant.es de l'ESC ou bien encore une instruction technique sur les modalités d'accueil et scolarisation des publics allophones. L'Élan Commun demande à être associé aux concertations pour ces deux mesures touchant le cœur de métier de l'EAP. Portant une attention toute particulière à l'enseignement de l'EMC, a fortiori dans une société assombrie, rongée par des regains nationalistes, racistes, homophobes, anti féministes, l'Élan commun prend acte de la préconisation donnée aux SRFD pour appliquer 0,25 h hebdo d'EMC en CAPA. Il la juge toutefois insuffisante et souhaiterait aussi en connaître les chiffres d'application connus à ce jour.